



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Chine

Croissance en baisse, exportations en surchauffe

Au deuxième trimestre, la croissance chinoise est tombée à 4,3 %, sa plus faible performance depuis 2022, malgré des exportations en ...

• (Page 08)

Démence

Près de la moitié des cas pourraient être évités, selon l'OMS

Jusqu'à 45 % des cas de démence pourraient être prévenus ou retardés en agissant sur des facteurs de risque ...

• (Page 09)



Togo / Restauration des plantations de café & cacao

• (Page 03)

Le CCFCC redonne espoir aux producteurs de Kpélé 2



Matières premières

• (Page 04)

Un contrat d'achat d'or déclaré nul par la justice burkinabè

Togo-Luxembourg

Accords de coopération en environnement, cyber-sécurité et développement

En visite officielle au Luxembourg, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a signé avec ...

• (Page 02)

Stabilité dans les Grands Lacs

Faure Gnassingbé reçoit le ministre congolais Floribert Anzuluni

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu ce 14 juillet 2026 à Pya dans la Kozah avec le ministre de ...

• (Page 04)

Croissance verte

L'innovation apicole de GRECOM, moteur de l'action climatique

Kinshasa a récemment été le théâtre d'un débat de plus en plus animé sur la manière dont la production de miel pouvait favoriser la résilience climatique, l'entrepreneuriat ...

• (Page 06)

Kozah/ Culture

La première édition des circuits touristiques, lancée

Le ministre chargé du Tourisme, de la Culture et des Arts, Dr. Issac Tchiakpé a lancé le mardi 14 juillet à Kara, les la première édition des circuits ...

• (Page 11)

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Togo–Luxembourg

Accords de coopération en environnement, cybersécurité et développement

En visite officielle au Luxembourg, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a signé avec son homologue Xavier Bettel trois accords structurants portant sur l'environnement, la cybersécurité et la coopération au développement. Les deux pays entendent également approfondir leur dialogue politique.

● Joël Yanclo

Une nouvelle étape dans le partenariat entre Lomé et Luxembourg. Le Togo et le Grand-Duché de Luxembourg ont consolidé, ce 15 juillet, leur coopération bilatérale à travers la signature de trois instruments majeurs destinés à renforcer leur partenariat dans des secteurs stratégiques. La cérémonie est intervenue à l'issue d'une séance de travail entre le ministre togolais des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, le Professeur Robert Dussey, la ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, Cina Lawson, et le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du Luxembourg, Xavier Bettel.

Trois programmes structurants pour le développement du Togo

Les accords signés traduisent la volonté commune des deux États d'intensifier leur coopération autour de projets à fort impact. Ils portent sur le protocole de financement du programme INCLURE (Initiative pour la croissance locale, l'utilisation des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés), destiné à promouvoir la protection de l'environnement et le développement local. Le deuxième instrument concerne le Programme indicatif de coopération (PIC Togo–Luxembourg), qui fixe les grandes orientations de la coopération bilatérale pour les prochaines années. Enfin, les deux



parties ont officialisé le lancement du programme Togocyber+, une initiative destinée à renforcer les capacités nationales en matière de cybersécurité et à accompagner la transformation numérique du Togo. La présence de la ministre Cina Lawson à cette cérémonie illustre l'importance accordée par le gouvernement togolais au développement du numérique comme levier de modernisation de l'administration et de l'économie.

Vers un dialogue politique plus institutionnalisé

Au-delà des accords sectoriels, les deux délégations ont convenu de renforcer leurs échanges diplomatiques. Les ministres ont annoncé la prochaine signature d'un mémorandum d'entente qui permettra d'institutionnaliser des concertations politiques régulières entre le Togo et le Luxembourg. Cette nouvelle dynamique vise à approfondir le dialogue sur les questions bilatérales, régionales et internationales.

Le Luxembourg salue le rôle diplomatique du Togo

Les échanges ont également porté sur les grands enjeux géopolitiques du continent africain. À cette

occasion, le Luxembourg a salué le rôle joué par le Togo dans les efforts de médiation en Afrique centrale, notamment l'engagement du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dans la recherche d'une solution à la crise entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. Le Vice-Premier ministre luxembourgeois a également exprimé son intérêt pour la stratégie du Togo-Sahel, présentée comme une initiative favorisant le dialogue entre les États membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la communauté internationale.

Un partenariat fondé sur la confiance et une vision commune

À travers ces nouveaux engagements, le Togo et le Grand-Duché de Luxembourg réaffirment leur volonté de bâtir une coopération tournée vers le développement durable, l'innovation, la résilience et le renforcement des capacités institutionnelles. La signature des programmes INCLURE, Togocyber+ et du Programme indicatif de coopération illustre l'évolution d'un partenariat fondé sur la confiance, la solidarité et une vision commune du progrès, au service du bien-être des populations des deux pays.



AUX DÉCIDEURS ...

La tradition, une force pour l'avenir

Chaque mois de juillet, les Evala rappellent que le développement d'une nation ne se mesure pas uniquement à ses infrastructures, à ses performances économiques ou à ses indicateurs sociaux. Il se construit également dans la capacité d'un peuple à préserver son identité, à transmettre ses valeurs et à faire vivre son patrimoine culturel. L'ouverture de l'édition 2026 à Pya, en présence du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, illustre cette conviction : la culture est un levier de cohésion, de développement et de rayonnement.

Les Evala ne sont pas de simples luttes traditionnelles. Elles constituent un rite initiatique qui marque le passage à l'âge adulte des jeunes garçons en pays kabyè. Derrière chaque empoignade se cachent des valeurs universelles : le courage, la discipline, l'endurance, le respect de l'adversaire, la solidarité et le dépassement de soi. Dans un monde où les repères évoluent rapidement, ces principes demeurent d'une étonnante modernité.

La première journée des compétitions entre les coalitions de Lao-Bas et de Lao-Haut a offert une nouvelle démonstration de cette richesse culturelle. Les chants, les danses, les encouragements des familles et l'engagement des lutteurs ont rappelé que cette célébration dépasse largement le cadre sportif. Elle est un moment de communion populaire où toute une communauté réaffirme son attachement à son histoire et à ses traditions.

La présence du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, revêt dans ce contexte une portée particulière. En saluant les performances des jeunes lutteurs et en participant à cette grande fête populaire, il manifeste l'importance accordée à la préservation du patrimoine culturel togolais. Les ovations qui ont accompagné son passage traduisent également la reconnaissance d'une partie de la population envers une politique qui inscrit la culture parmi les piliers du développement national.

Car aujourd'hui, les Evala sont bien plus qu'un héritage ancestral. Elles sont devenues un véritable moteur de développement territorial. Durant une semaine, la région de la Kozah attire des milliers de visiteurs, dynamisant l'hôtellerie, la restauration, le commerce, l'artisanat et les activités culturelles. Les savoir-faire locaux trouvent une vitrine exceptionnelle, tandis que le tourisme culturel contribue au rayonnement du Togo bien au-delà de ses frontières.

À l'heure où de nombreuses sociétés cherchent à concilier modernité et préservation de leur identité, l'expérience des Evala montre qu'il n'existe aucune contradiction entre tradition et progrès. Au contraire, un patrimoine vivant peut devenir un puissant facteur de développement économique, de cohésion sociale et d'attractivité internationale.

Préserver les Evala, c'est donc préserver une mémoire collective tout en investissant dans l'avenir. C'est offrir aux jeunes générations des repères solides, valoriser la diversité culturelle du Togo et démontrer que le développement durable s'appuie aussi sur les richesses immatérielles d'un peuple. En cela, les Evala demeurent l'une des plus belles expressions de l'âme togolaise, où la tradition continue d'éclairer le chemin vers l'avenir.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo / Restauration des plantations de café & cacao

Le CCFCC redonne espoir aux producteurs de Kpélé 2

À Kpélé 2, le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) a lancé une opération de distribution de 10 000 jeunes plants destinée aux producteurs victimes des feux de végétation. Ceci, dans le cadre de la stratégie nationale de relance des filières café et cacao et de promotion d'une agriculture durable.

• Joël Yanclo

Appui concret aux producteurs touchés par les feux de végétation. La commune de Kpélé 2 a accueilli, le 13 juillet 2026, une cérémonie officielle de remise de jeunes plants de caféiers, de cacaoyers et d'essences agroforestières aux producteurs dont les plantations ont été détruites ou endommagées par les feux de végétation. Organisée à l'occasion de la troisième session ordinaire du Conseil municipal consacrée à l'adoption du budget supplémentaire de l'exercice 2026, cette initiative est portée par le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), dans le cadre du Plan de Développement Café et Cacao (PDCC) et de la stratégie nationale de relance de ces deux filières stratégiques. La cérémonie s'est déroulée en présence des conseillers municipaux, de l'Adjoint au Maire représentant Mme Yawa Djigbodi Tsègan, maire de Kpélé 2, des autorités administratives et locales, des représentants de l'ONG Avenir de l'Environnement (ADE), partenaire technique du projet, ainsi que des producteurs bénéficiaires.

Une première



étape avant la distribution de 10 000 plants

Au cours de cette première phase, 4 850 jeunes plants de caféiers, de cacaoyers et d'essences agroforestières ont été distribués aux producteurs sinistrés. Cette remise constitue la première étape d'une opération plus ambitieuse qui prévoit la mise à disposition de 10 000 jeunes plants dans la commune de Kpélé 2. L'objectif est de restaurer progressivement les plantations affectées par les incendies et de permettre aux exploitants de reprendre leurs activités dans de meilleures

conditions.

Revitaliser durablement les filières café et cacao

Représentant le Secrétaire général du CCFCC, M. Anselme Gouthon, le Directeur général de l'ONG Avenir de l'Environnement (ADE), Prince Tefe, a rappelé que cette action s'inscrit dans le projet national de production de matériel végétal mis en œuvre par le CCFCC. Selon lui, ce programme accompagne les efforts du Gouvernement togolais pour revitaliser durablement les filières café et cacao grâce à la produc-

tion et à la distribution de plants améliorés. L'initiative vise notamment à renouveler les plantations vieillissantes, reconstituer les exploitations sinistrées, renforcer la résilience des producteurs face aux effets des changements climatiques, améliorer durablement la productivité agricole et promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, conformément à l'approche « zéro déforestation ».

Les bénéficiaires s'engagent à assurer le suivi des plantations

Au nom de Mme le Maire, l'Adjoint au Maire a salué les efforts du Gouvernement togolais en faveur du développement agricole, en particulier dans les filières café et cacao. Il a également rendu hommage au CCFCC, conduit par son Secrétaire général, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires techniques mobili-

sés pour accompagner les producteurs. S'exprimant au nom des bénéficiaires, il a assuré que les jeunes plants seront effectivement mis en terre et entretenus avec soin. Il a par ailleurs annoncé la mise en place d'un dispositif communal de suivi destiné à garantir leur bonne implantation et leur développement dans les exploitations agricoles. Un engagement en faveur de



l'agroforesterie et du développement durable À travers cette opération, le CCFCC réaffirme sa volonté de soutenir les producteurs togolais, de restaurer les plantations affectées par les feux de végétation et de renforcer la résilience des exploitations agricoles. Au-delà de la relance de la production, l'initiative contribue à la préservation du couvert végétal, à la promotion de l'agroforesterie et au développement durable des territoires ruraux, tout en consolidant des filières qui demeurent des leviers importants de création de richesses et d'amélioration des revenus des communautés. La cérémonie s'est achevée par la mise en terre symbolique de plusieurs jeunes plants de cacaoyers et d'essences agroforestières dans l'enceinte de la nouvelle mairie de Kpélé 2. Ce geste, réalisé par les autorités communales aux côtés des représentants du CCFCC et des partenaires du projet, illustre leur engagement commun en faveur de la restauration des plantations et de la protection de l'environnement.

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

Population en 2023 (FMI)

PIB/hab en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

9,1 M

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Matières premières

Un contrat d'achat d'or déclaré nul par la justice burkinabè

Le Tribunal de commerce de Ouagadougou a annulé un contrat d'achat d'or datant de 2014 liant Riverstone Karma SA à Franco-Nevada et Sandstorm Gold. Les deux multinationales ont été condamnées à verser plus de 5,2 milliards de FCFA, dans une décision aux implications majeures pour la gouvernance minière en Afrique.

● Junior Aredola

Un contrat d'achat d'or déclaré nul par la justice burkinabè. Le Tribunal de commerce de Ouagadougou a rendu, le 10 juin 2026, un jugement de première instance qui pourrait marquer un tournant dans le secteur minier africain. Par le jugement n°243-P1, la juridiction a prononcé l'annulation du contrat d'achat et de vente d'or conclu le 11 août 2014 entre les anciens propriétaires de la mine de Karma et les sociétés Franco-Nevada Corporation et Sandstorm Gold Ltd. La procédure opposait Riverstone Karma SA, représentée par la SCPA Consilium et la SCP Yanogo Bobson, aux multinationales Franco-Nevada (Barbados) Corporation et Sandstorm Gold Ltd., assistées par la SCPA SARI Conseils et S & S. Après avoir rejeté les exceptions d'incompétence et les fins de non-recevoir soulevées par les sociétés défenderesses, le tribunal s'est déclaré compétent pour connaître du litige et a estimé que les demandes de Riverstone Karma étaient fondées.

Plus de 5,2 milliards de FCFA de dommages et intérêts

En plus de l'annulation rétroactive du contrat, le Tribunal a condamné solidairement Franco-Nevada Corporation et Sandstorm Gold Bank à verser à Riverstone Karma SA la somme de 5 218 224 600 FCFA à titre de dommages et intérêts. Les deux sociétés ont également été condamnées aux dépens de la procédure. La juridiction a toutefois précisé que le jugement n'était pas assorti de l'exécution provisoire et restait susceptible de recours. Cette décision met un terme, en première instance, à un contentieux engagé par Riverstone Karma afin de faire reconnaître l'irrégularité d'un accord jugé particulièrement déséquilibré.



Contrat contesté pour son déséquilibre

Le litige trouve son origine dans le rachat, en mars 2022, de la mine d'or de Karma par Néré Mining SA, société à capitaux majoritairement burkinabè. En reprenant l'exploitation, le nouvel actionnaire a également hérité d'un mécanisme contractuel mis en place plusieurs années auparavant pour financer la construction de la mine grâce à un prêt de 100 millions de dollars. Selon les éléments examinés par le Tribunal, ce dispositif continuait de produire ses effets alors même que le prêt avait été entièrement remboursé depuis 2021. Le contrat imposait notamment à Riverstone Karma de céder une partie de sa production d'or à un prix décoté avant de prévoir une redevance de 5,2 % sur la production, sans limitation clairement définie dans le temps. Sa durée initiale de quarante ans, assortie d'un renouvellement automatique, ainsi que l'obligation d'obtenir l'accord de Franco-Nevada pour tout financement supérieur à 10 millions de dollars, étaient également pointées comme des clauses particulièrement contraignantes. Autre élément central du dossier : Riverstone Karma SA n'avait jamais signé directement ce contrat, alors qu'elle en assumait les obligations après le changement d'actionnaire, soulevant ainsi la question du consentement des parties.

Des enjeux dépassant le simple contentieux commercial

Au-delà de l'indemnisation accordée à Riverstone Karma, le jugement met en lumière les conséquences économiques d'un tel montage contractuel. Selon les

arguments présentés devant le Tribunal, ce mécanisme aurait réduit les recettes fiscales de l'État burkinabè en diminuant artificiellement la valeur des ventes d'or, affecté les dividendes revenant aux actionnaires, y compris à l'État, et limité les entrées de devises dans l'économie nationale. En affirmant sa compétence pour trancher ce litige, le Tribunal de commerce de Ouagadougou réaffirme également la capacité des juridictions nationales à statuer sur les contrats relatifs à l'exploitation des ressources naturelles du pays.

Signal fort pour la souveraineté économique

Cette décision intervient dans un contexte où plusieurs États africains cherchent à renégocier certaines conventions minières afin d'assurer un partage plus équilibré de la valeur créée par leurs ressources naturelles. Pour de nombreux observateurs, ce jugement pourrait faire jurisprudence au Burkina Faso et, plus largement, dans l'espace UEMOA. Il rappelle que les contrats miniers doivent respecter les principes d'équilibre contractuel, de libre consentement et de préservation des intérêts économiques des États hôtes. Au-delà des 5,2 milliards de FCFA accordés à Riverstone Karma SA, cette décision est perçue comme un signal en faveur d'une gouvernance plus transparente des ressources minières et d'une affirmation de la souveraineté économique des États africains dans leurs relations avec les grands groupes internationaux.

Stabilité dans les Grands Lacs

Faure Gnassingbé reçoit le ministre congolais Floribert Anzuluni

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu ce 14 juillet 2026 à Pya dans la Kozah avec le ministre de l'Intégration régionale de la République démocratique du Congo (RDC).

Monsieur Floribert Anzuluni est en mission diplomatique au Togo. Au cours de l'audience, il a abordé avec le Président du Conseil les perspectives de consolidation de la coopération entre Kinshasa et Lomé. Les discussions ont également porté sur les défis sécuritaires auxquels est confronté l'Est de la République démocratique du Congo, ainsi que sur les efforts de médiation en cours en faveur de la consolidation de la paix et du rétablissement de la sécurité dans cette partie du pays. Monsieur Floribert Anzuluni a remercié le Président du Conseil pour son implication personnelle afin de trouver une solution du-



nable à la situation conflictuelle qui prévaut dans la région des Grands Lacs. Pour rappel, le Président Faure Essozimna Gnassingbé est le Médiateur désigné de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans l'Est de la

RDC et dans la région des Grands Lacs. A ce titre, il poursuit les consultations avec les différentes parties prenantes afin de favoriser un règlement pacifique et durable du conflit.

Avec presidencedu-conseil.gouv.tg

Evala 2026

Le FNFI au contact des populations de la Kara

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) poursuit sa mission de promotion de l'inclusion financière à travers une approche de proximité. Jusqu'au 19 juillet, l'institution déploie une mission de terrain dans la région de la Kara, en marge des festivités des Evala.

Cette initiative vise à rapprocher les services du Fonds des populations, en mettant l'accent sur la sensibilisation aux mécanismes de financement inclusif et l'accompagnement des bénéficiaires des crédits. À travers cette démarche, le FNFI entend mieux faire connaître ses produits, faciliter leur accès et encourager une utilisation efficace des financements accordés. Dans la préfecture de la Kozah, les équipes mobilisées rencontrent les communautés afin de présenter les différentes opportunités offertes par les dispositifs du FNFI. Les échanges permettent également de recueillir les préoccupations des populations et de mieux adapter l'accompagnement proposé aux réalités locales. En parallèle, des sessions de renforcement des capacités sont organisées au profit des bénéficiaires des crédits FNFI dans les préfectures de Bafilo, Bassar, Dankpen, Doufelgou, Kéran, Binah et Kozah. Ces formations portent notamment sur la gestion des activités économiques, la consolidation des acquis entrepreneuriaux et la pérennisation des ini-



tatives financées. Créé en 2013, le FNFI s'est progressivement imposé comme un instrument majeur de la politique nationale d'inclusion financière. De 2014 à 2025, le Fonds a octroyé, à travers les systèmes financiers décentralisés et les établissements bancaires, plus de 1,94 million de

crédits, représentant un volume global de 117,7 milliards de FCFA, avec un taux de remboursement de 94,98 %. Le mécanisme a couvert durant cette période 72,6 % des localités et a touché plus de 1,12 million de bénéficiaires, dont 65 % de femmes.

(Togo Officiel)

Cours des devises du mercredi 15 juillet 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	570,750	577,750
Yen japonais	3,510	3,570
Livre sterling	766,250	773,250
Franc suisse	706,500	712,500
Dollar canadien	405,000	412,000
Yuan chinois	84,000	85,750
Dirham Emirats Arabes Unis	155,000	157,750

Source: BCEAO



BOURSE UEMOA

BOURSES D'EXCELLENCE UEMOA 2026-2029



JUSQU'À

200 000 FCFA

PAR MOIS

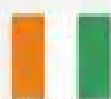
POUR ÉTUDIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

BOURSE DE
LICENCE, MASTER ET DOCTORAT10 BOURSIERS SÉLECTIONNÉS
PAR ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

BÉNIN



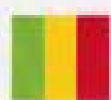
BURKINA FASO



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE-BISSAU



MALI



NIGER



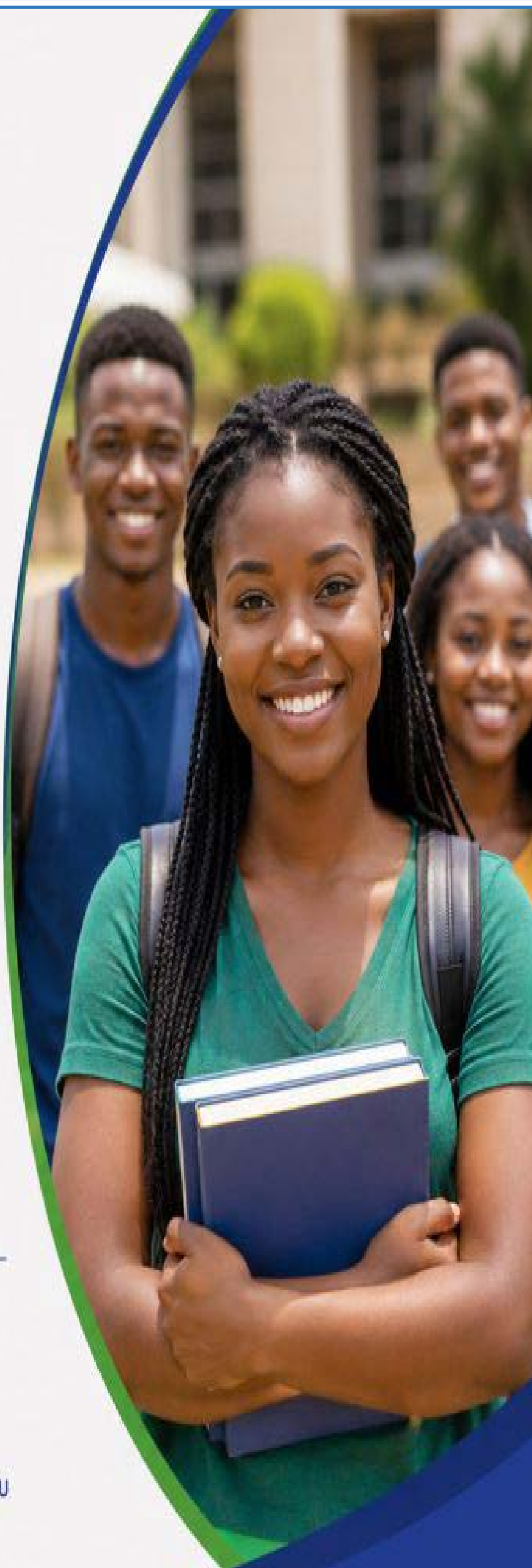
SÉNÉGAL



TOGO



DATE LIMITE :

30 AOÛT 2026INVESTIR DANS L'EXCELLENCE
CONSTRUIRE L'AVENIR DE L'AFRIQUE

Croissance verte

L'innovation apicole de GRECOM, moteur de l'action climatique

Kinshasa a récemment été le théâtre d'un débat de plus en plus animé sur la manière dont la production de miel pouvait favoriser la résilience climatique, l'entrepreneuriat des jeunes et la croissance verte. Ce tournant a pris naissance lorsque la République démocratique du Congo a accueilli son premier Forum national de l'apiculture, organisé à l'occasion de la Journée mondiale des abeilles 2026.

● Wilson Lawson

Au Cercle Elaïs, un centre de conférences de Kinshasa, l'Agence nationale de promotion des exportations (ANAPEX), en partenariat avec l'entreprise Green Community Mind (GRECOM), a organisé le forum sur le thème suivant : «L'apiculture : une opportunité de diversification commerciale et un levier de développement socio-économique et écologique en RDC». L'événement a réuni des institutions publiques, des entrepreneurs, des coopératives, des producteurs, des partenaires techniques et des acteurs du secteur privé. Ils ont échangé sur les moyens de transformer l'industrie apicole du pays, passant d'une production fragmentée à une chaîne de valeur organisée, compétitive et prête pour l'exportation. Pour GRECOM, une entreprise dirigée par des jeunes basée à Kinshasa et soutenue par le Groupe de la Banque africaine de développement à travers le programme You-



thADAPT, le forum a mis en évidence l'impact des investissements en faveur des jeunes innovateurs dans le domaine du climat. Grâce à ses initiatives dans l'apiculture, GRECOM donne aux producteurs les moyens d'optimiser leurs rendements en miel, d'élargir leur accès au marché et d'adopter des technologies résilientes au climat. Nyuki Tech, la plateforme numérique d'apiculture basée sur l'IA développée par GRECOM, permet aux apiculteurs d'optimiser leur production, de suivre les performances de leurs ruchers et d'accéder à des opportunités de marché. L'entreprise a annoncé que sa production avait augmenté de 10 % grâce à cette plateforme. Parallèlement, son initiative «Apicard», un outil d'identification et de visi-

bilité des produits, améliore la traçabilité, la reconnaissance des produits et l'accès au marché. De plus, l'adoption de l'énergie solaire a permis de réduire de 60 % les coûts énergétiques liés au traitement, à la transformation et au conditionnement des produits apicoles, y compris la fabrication moderne de ruches. En travaillant directement avec les communautés apicoles de première ligne selon une approche ascendante, GRECOM transforme un moyen de subsistance largement informel en une opportunité économique plus structurée et formalisée. Son modèle favorise la création d'emplois en renforçant le rôle des jeunes et des producteurs locaux dans la chaîne de valeur du miel. Il développe éga-

lement le potentiel d'exportation en améliorant la visibilité, la qualité et l'aptitude à la commercialisation des produits. Enfin, l'entreprise renforce la résilience des communautés en diversifiant les sources de revenus, en promouvant des moyens de subsistance respectueux de la biodiversité et en soutenant l'adaptation au climat. «Ce forum est un appel à l'action», a

lancé Mike Tambwe Lubemba, directeur général de l'ANAPEX. «Le miel congolais est riche, diversifié et plein de promesses. Notre mission consiste désormais à organiser le secteur, à améliorer la qualité et à veiller à ce que nos produits puissent accéder aux marchés situés au-delà de nos frontières.» Pour Deborah Nzarusara, directrice générale de GRECOM, ce forum

a confirmé l'immense potentiel des entreprises dirigées par des jeunes pour transformer les chaînes de valeur locales. «L'apiculture, ce n'est pas seulement du miel, a-t-elle souligné. C'est aussi de l'emploi pour les jeunes, des revenus pour les communautés, la protection de la biodiversité et une nouvelle façon de renforcer la résilience à partir de la base.»

Kenya

Un nouveau rachat d'eurobonds pour desserrer l'étau de sa dette

A la faveur de primes de risque au plus bas depuis près de vingt ans sur les marchés émergents, plusieurs souverains africains multiplient les opérations de gestion de leur dette et le Kenya entend à son tour profiter de cette fenêtre de marché. Une ouverture que les bailleurs jugent déjà étroite pour les émetteurs les plus fragiles.

Le Kenya envisage de racheter jusqu'à 500 millions de dollars de ses obligations souveraines en devises afin d'allonger la maturité de sa dette et d'alléger la pression sur ses échéances, selon des personnes proches du dossier citées par Bloomberg. L'opération interviendrait au cours de l'exercice budgétaire qui s'achèvera en juin 2027 et serait financée par l'émission simultanée de nouvelles obligations libellées en dollars. Le montant effectivement racheté dépendra de l'appétit des investisseurs, l'excédent éventuel étant destiné au financement du budget. La décision finale n'a toutefois pas encore été arrêtée et pourrait évoluer, précisent ces sources. Ce serait le quatrième rachat de ce type mené par Nairobi en deux ans, signe d'une stratégie désormais privilégiée par le Trésor kényan : remplacer une dette arrivant à échéance par des titres de maturité plus longue. En février 2026, le pays avait déjà levé 2,25 milliards de dollars au moyen d'une émission en deux tranches, dont une obligation arrivant à échéance en 2039 as-



sortie d'un coupon de 8,70 %, afin de financer un précédent rachat et de couvrir son déficit budgétaire. Le Kenya avait auparavant levé 1,5 milliard de dollars en 2024, puis 3 milliards en 2025, et conclu avec la Chine un accord de swap de devises. À Nairobi, le contexte financier reste tendu. Le Kenya consacre davantage de ressources au service de sa dette qu'à la santé et à l'éducation réunies, selon les documents budgétaires, et le Fonds monétaire international (FMI) le classe parmi les pays présentant un risque élevé de surendettement. Sur les 43,7 milliards de dollars de dette extérieure recensés à la fin de mars, le pays devait 15,3 milliards à la Banque mondiale, 10,6 milliards aux détenteurs d'eurobonds et près de 4,69 milliards à la Chine, selon les données du Trésor. Cette stratégie s'observe également dans d'autres pays africains. À la faveur d'une détente des coûts d'emprunt et d'un resserrement des primes de risque, l'Angola a annoncé en mai son intention de racheter ses obligations arrivant à échéance en 2028 et 2029, tandis que

la République du Congo a repris 354 millions de dollars de ses obligations arrivant à échéance en 2032. Ces opérations ne font toutefois pas toujours l'unanimité. En Zambie, un groupe de créanciers avait d'abord bloqué le rachat de l'obligation arrivant à échéance en 2053, jugé « défavorable » à ses intérêts, avant que Lusaka n'obtienne leur adhésion en bonifiant son offre de 65 millions de dollars. Ce recours répété aux opérations de rachat inquiète néanmoins les bailleurs. Dans son rapport Africa's Pulse d'octobre 2025, la Banque mondiale avertissait que les pays d'Afrique subsaharienne pourraient faire face à d'importantes pressions de refinancement à l'approche des échéances de leurs eurobonds, avec un pic attendu en 2026, ce qui constituerait un défi majeur pour la soutenabilité de leur dette. Le calendrier précis de l'opération et son montant définitif dépendront de l'évolution des conditions de marché au cours des prochains mois.

Avec Agence Ecofin

Nigeria

Convention de non-double imposition avec Hong Kong

Cette convention s'inscrit dans la stratégie d'attractivité du Nigeria, alors que le commerce entre les deux partenaires est passé de 661,7 millions \$ en 2023 à 920,6 millions \$ en 2025.

Le Nigeria et Hong Kong ont signé, lundi 13 juillet, une convention visant à éliminer la double imposition sur les revenus et à prévenir l'évasion et l'évitement fiscaux. L'accord vise à éviter que les revenus soient imposés dans les deux juridictions, à renforcer la sécurité juridique des entreprises et des investisseurs et à favoriser les échanges économiques entre les deux partenaires. Lors de la cérémonie de signature, le ministre nigérian des Finances, Taiwo Oyedele, a qualifié cet accord de « nouvelle étape significative dans les relations économiques et commerciales croissantes entre le Nigeria et Hong Kong ». Il a souligné qu'il traduit la volonté du Nigeria de mettre en place



un environnement fiscal transparent, prévisible et favorable aux investisseurs, afin de soutenir le commerce, les investissements et une croissance économique durable. Cette signature s'inscrit dans une stratégie plus large du Nigeria visant à renforcer son attractivité économique. En élargissant son réseau de conventions fiscales, le pays cherche à sécuriser les investissements étrangers et à fluidifier les échanges commerciaux, dans un contexte de

concurrence accrue entre économies africaines pour attirer les capitaux internationaux. Selon les données de Trade Map, les échanges commerciaux entre Hong Kong et le Nigeria sont passés de 661,7 millions de dollars en 2023 à 920,6 millions de dollars en 2025, soit une progression d'environ 39 % en deux ans. Cette évolution illustre le potentiel de renforcement des relations commerciales entre les deux économies.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 14 juillet 2026

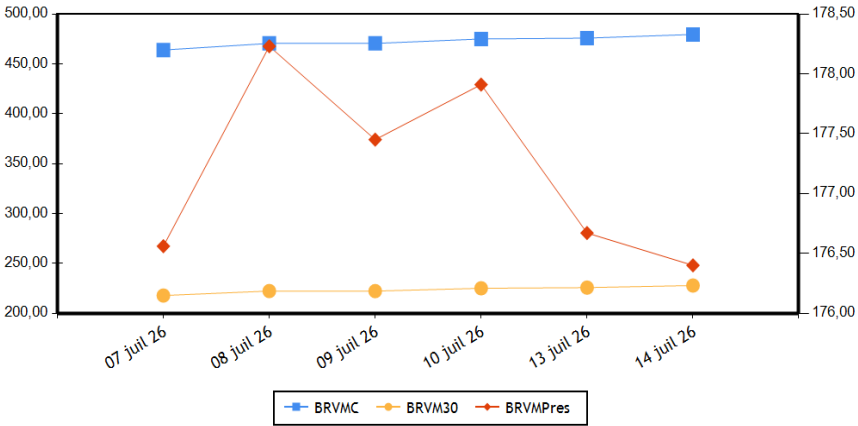
N° 131

BRVM COMPOSITE	479,46
Variation Jour	0,77 %
Variation annuelle	38,67 %

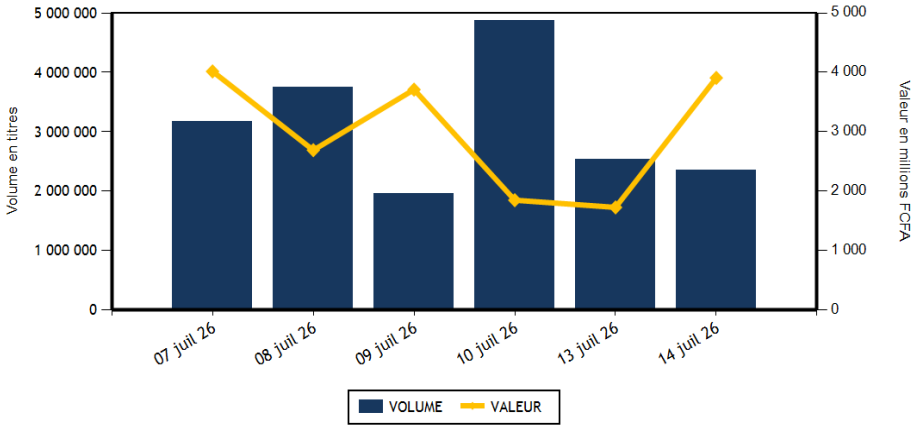
BRVM 30	227,74
Variation Jour	0,92 %
Variation annuelle	36,99 %

BRVM PRESTIGE	176,40
Variation Jour	-0,15 %
Variation annuelle	22,29 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	18 470 211 373 066	0,77 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 344 252	-7,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 904 471 267	128,14 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	-17,39 %
Nombre de titres en baisse	19	-13,64 %
Nombre de titres inchangés	9	350,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 043 371 697 714	0,00 %
Volume échangé	301	-84,52 %
Valeur transigée (FCFA)	2 246 299	-84,15 %
Nombre de titres transigés	7	-36,36 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 375	7,47 %	50,32 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	2 310	7,44 %	92,50 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	73	7,35 %	217,39 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 350	7,31 %	55,12 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 545	7,29 %	10,36 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	21 260	-3,14 %	85,76 %
PALM CI (PALC)	8 500	-3,08 %	4,94 %
SICABLE CI (CABC)	3 800	-2,81 %	61,02 %
SETAO CI (STAC)	3 100	-2,36 %	133,96 %
CIE CI (CIEC)	5 200	-2,35 %	120,34 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	176,40	-0,15 %	22,29 %	143 680	2 713 405 785	12,76
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	363,29	1,26 %	66,91 %	2 200 572	1 191 065 482	16,08

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	190,29	0,77 %	42,92 %	2 344 252	3 904 471 267	13,98

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	111,10	1,49 %	17,07 %	105 917	2 328 657 600	10,69
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	194,68	2,51 %	12,52 %	36 178	77 998 645	37,49
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	232,77	0,52 %	59,58 %	2 107 095	1 024 914 072	14,80
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	283,72	-0,25 %	31,30 %	21 533	208 889 110	10,45
BRVM - INDUSTRIELS	6	208,27	3,39 %	57,39 %	49 740	128 091 510	23,77
BRVM - ENERGIE	4	169,42	0,83 %	52,75 %	12 560	50 826 045	18,96
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	225,69	-1,84 %	113,12 %	11 229	85 094 285	20,92

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,98
Taux de rendement moyen du marché	6,28
Taux de rentabilité moyen du marché	6,86
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	207
Volume moyen annuel par séance	1 808 378,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 832 418 476,92

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	83,48
Ratio moyen de satisfaction	21,79
Ratio moyen de tendance	26,10
Ratio moyen de couverture	383,20
Taux de rotation moyen du marché	0,21
Prime de risque du marché	1,40
Nombre de SGI participantes	36

Chine

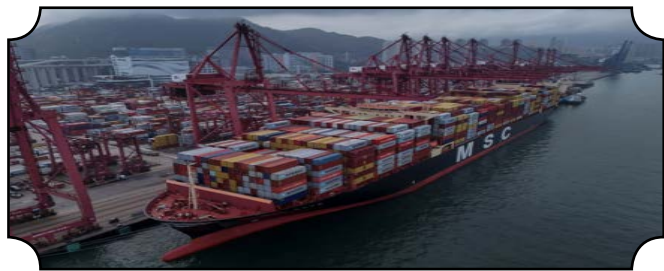
Croissance en baisse, exportations en surchauffe

Au deuxième trimestre, la croissance chinoise est tombée à 4,3 %, sa plus faible performance depuis 2022, malgré des exportations en hausse de 27 % en juin, tirées par l'IA, l'automobile et les technologies vertes. Ce déséquilibre entre production, consommation et immobilier fragilise le modèle et met l'Europe sous pression commerciale.

Au deuxième trimestre 2026, la croissance de la Chine est tombée à 4,3 % sur un an, sa plus faible performance depuis la fin de 2022, malgré un objectif officiel fixé entre 4,5 % et 5 % pour l'année en cours. Les dernières données du Bureau national des statistiques confirment aussi un net ralentissement séquentiel, avec un PIB qui ne progresse plus que de 0,9 % entre avril et juin, contre 1,3 % au trimestre précédent.

Déception sur la croissance, essor des exportations

Les données officielles compilées pour le printemps signalent ainsi un essoufflement net, alors même que Pékin a déjà abaissé son ambition 2026 à une fourchette de 4,5-5 %, la plus basse en plusieurs décennies. Les analyses de risque pays de la Coface publiées pour 2026 y voient le signe d'une nouvelle norme de croissance chinoise, où la priorité est moins la vitesse du PIB que la gestion des déséquilibres internes. Ce trimestre, l'un de ces déséquilibres est particulièrement visible : la contribution de la demande intérieure reste atone, alors que l'économie subit simultanément le choc pétrolier de la guerre en Iran et la poursuite de la crise immobilière. Les premiers signaux publiés au printemps montraient déjà que l'impact de la hausse des prix de l'énergie, combiné aux tensions logistiques autour du détroit d'Ormuz, commençait à rogner les marges industrielles et à



peser sur les transports. Les données consolidées confirment que ce choc extérieur a suffi à faire retomber la croissance sous les attentes, malgré des exportations en plein essor.

IA, voitures et technologies vertes en surchauffe

De leur côté, les chiffres du commerce extérieur montrent une dynamique inverse : les exportations chinoises exprimées en dollars ont bondi de 27 % en juin sur un an, leur plus forte progression depuis octobre 2021, tandis que les importations s'envolaient de 36 %. Les douanes chinoises ont publié des données spectaculaires pour le mois de juin, où la vigueur de la demande mondiale pour les équipements liés à l'intelligence artificielle (IA) et aux technologies vertes alimente un nouveau cycle de surchauffe des exportations. L'IA et l'automobile en sont les principaux moteurs : les exportations de semi-conducteurs en valeur ont grimpé de 122 % sur un an en juin, reflétant à la fois la pénurie persistante de puces mémoire et la montée en gamme des composants produits en Chine. À noter : les volumes de semi-conducteurs exportés reculent légèrement, ce qui signale que c'est plus

le prix des composants que leur quantité qui tirent cette statistique.

Consommation en retard, immobilier en crise

Les chiffres de juin montrent un léger mieux sur le front de la demande, mais encore loin de compenser les faiblesses accumulées depuis trois ans : les ventes au détail ont progressé de 1 % sur un an, après une baisse de 0,6 % en mai, et de 2,7 % sur l'ensemble du premier semestre. Il s'agit de la première hausse significative depuis fin 2022, la consommation reste en deçà de ce qu'elle était avant la pandémie de Covid-19. Les subventions ciblées distribuées par le gouvernement pour soutenir certains achats et la reprise très progressive de l'immobilier dans les grandes villes ont, pour l'instant, seulement permis d'enrayer la baisse. Le logement reste en effet le principal frein psychologique et financier : l'investissement dans le développement immobilier a plongé de 18 % sur un an entre janvier et juin, avec un recul proche de 17,8 % pour le seul segment résidentiel. De nombreux projets immobiliers restent inachevés et la valeur des appartements a cessé de progresser, voire recule.

(Avec agences)

Canadair

La France engagée dans un contre-la-montre pour remplacer ses bombardiers d'eau

Face à des incendies de forêt plus fréquents et plus violents, la flotte française de bombardiers d'eau arrive à bout de souffle.

C'est une course contre la montre.

Alors que le risque incendie progresse sous l'effet du changement climatique, la France doit accélérer le renouvellement de sa flotte de bombardiers d'eau, largement vieillissante. Ses douze Canadair CL-415, les avions amphibies emblématiques de la Sécurité civile surnommés « Pélican » par les pompiers, affichent une moyenne d'âge de 30 ans. Or leur remplacement tarde à se concrétiser. Le calendrier actuel prévoit l'arrivée des premiers successeurs canadiens, les DHC-515 de De Havilland Aircraft of Canada, à partir de 2028. Mais ces livraisons pourraient finalement glisser jusqu'en 2030. Un délai qui inquiète alors que les appareils existants sont de plus en plus sollicités et coûteux à maintenir. « La flotte n'est plus adaptée aux besoins, lesquels augmentent fortement sous l'effet du réchauffement climatique », alertaient déjà des parlementaires dans un rapport publié en 2025.

Le Canadair, un appareil stratégique mais en fin de cycle

La France dispose au-



jourd'hui de 12 Canadair CL-415. Lancé en 1994 par Bombardier, cet appareil peut emporter plus de 6.000 litres d'eau grâce à ses deux réservoirs et se ravitailler directement sur des plans d'eau en quelques secondes. Une capacité unique qui en fait un outil particulièrement efficace contre les départs de feu. Mais le modèle arrive au terme de sa carrière industrielle. Après l'arrêt de sa production en 2015, la reprise du programme par Viking Air, puis par De Havilland Aircraft of Canada sous le nom de DHC-515, a relancé l'espoir d'un renouvellement. La France a commandé deux appareils en août 2024, puis deux supplémentaires en juin 2026. Une première étape encore insuffisante face aux besoins. « Des incertitudes pèsent sur la capacité de relance de la production de nouveaux appareils et le respect de leur calendrier de livraison », estimaient déjà les parlementaires.

Une nouvelle génération française

Face à cette dépendance à un constructeur canadien unique, plusieurs

industriels français cherchent à développer une alternative. Leur ambition : bâtir une filière européenne des bombardiers d'eau capables de répondre aux nouveaux besoins liés au changement climatique. À Toulouse, Keplair Evolution travaille sur le Keplair 72, un appareil dérivé de l'ATR 72. La société fondée en 2012 par David Joubert, pilote chez Air France, mise sur une approche pragmatique : transformer une cellule existante d'avion de transport, neuve ou recyclée, en bombardier d'eau. Les premiers exemplaires sont espérés au second semestre 2027. Le projet bénéficie déjà du soutien des pouvoirs publics : la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises a manifesté son intérêt, tandis que la région Occitanie a apporté 5 millions d'euros dans le cadre du plan France 2030 et du fonds européen FEDER.

LT (avec agences)

Détroit d'Ormuz

Des navires touchés par des missiles iraniens

Un navire a été visé par un missile en sortant du détroit d'Ormuz au large d'Oman, a rapporté mardi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO.

« Un navire-citerne a signalé avoir été touché par un missile alors qu'il transitait en direction de la sortie sur la route sud », a dit l'UKMTO, en précisant que l'incident s'était produit lundi à 13 miles



nautiques au sud-est de Limah, à Oman. Il n'était pas clair dans l'immédiat

si cette attaque était la même que celle rapportée plus tôt par les Émirats

arabes unis (EAU), qui ont dit que deux de leurs tankers avaient été visés

par des missiles iraniens dans le détroit, tuant un membre d'équipage. Les EAU ont en effet fait état mardi d'attaques de missiles iraniens contre deux de leurs tankers dans le détroit d'Ormuz. La veille, l'armée américaine avait

annoncé rétablir le blocus des ports iraniens. De quoi alimenter l'inquiétude sur la circulation dans ce passage stratégique, où transitait avant le conflit un cinquième du brut mondial.

La Tribune (avec AFP)

Démence

Près de la moitié des cas pourraient être évités, selon l'OMS

Jusqu'à 45 % des cas de démence pourraient être prévenus ou retardés en agissant sur des facteurs de risque modifiables, estime l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui a publié mercredi de nouvelles recommandations destinées à aider les pays à protéger la santé du cerveau tout au long de la vie.

La démence, causée par différentes maladies du cerveau, altère progressivement la mémoire, la pensée et la capacité à accomplir les activités du quotidien. Plus de 57 millions de personnes vivent aujourd'hui avec cette maladie dans le monde, et près de 10 millions de nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année. La maladie d'Alzheimer représente à elle seule entre 60 % et 70 % des cas. S'il n'existe toujours pas de traitement curatif, l'OMS souligne qu'une part importante du risque est liée à des facteurs sur lesquels il est possible d'agir, notamment le tabagisme, la consommation d'alcool, l'inactivité physique, l'isolement social, la pollution de l'air, ainsi



que certaines maladies non transmissibles comme l'hypertension artérielle ou le diabète. « Nous en savons aujourd'hui plus que jamais sur les facteurs qui favorisent le risque de démence, et ces lignes directrices traduisent ces connaissances en actions concrètes », a déclaré le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. « Les pays disposent désormais de recommandations claires et fondées sur des données probantes qu'ils

peuvent appliquer immédiatement pour protéger la santé cognitive de leurs populations. »

Miser sur la prévention

Ces nouvelles lignes directrices actualisent les recommandations publiées en 2019, à la lumière des progrès de la recherche. L'OMS encourage notamment les adultes, qu'ils présentent ou non de légers troubles cognitifs, à stimuler régulièrement leur cerveau grâce à des activités

intellectuelles, à maintenir une vie sociale active et à pratiquer une activité physique. L'agence recommande également d'arrêter de fumer, de limiter la consommation d'alcool, d'adopter une alimentation saine et, pour la première fois, de réduire l'exposition à la pollution de l'air, désormais reconnue comme un facteur de risque. Le contrôle de l'hypertension, du diabète et d'un taux élevé de cholestérol figure aussi parmi les mesures préventives. L'utilisation

d'appareils auditifs chez les personnes souffrant d'une perte d'audition peut également contribuer à réduire le risque de déclin cognitif. En revanche, faute de preuves suffisantes, l'OMS déconseille la prise de vitamines B ou E, d'oméga-3 ou de compléments multivitaminés dans le seul but de prévenir la démence, sauf en cas de carence diagnostiquée.

Un coût humain et économique considérable

Au-delà de ses conséquences sur la santé, la démence compromet l'autonomie, la dignité et la sécurité des personnes touchées. Elle représente également un lourd fardeau pour les proches, qui assurent une grande partie des soins. Selon l'OMS, son coût pour l'économie mondiale atteint environ 1.300 milliards de dollars

par an, dont près de la moitié correspond à des soins non rémunérés dispensés par les familles et les amis. Pour l'agence onusienne, mieux prévenir les facteurs de risque pourrait ainsi permettre à des millions de personnes de vivre plus longtemps en bonne santé, tout en réduisant l'impact humain, social et économique de cette maladie.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier La journée sera difficile financièrement pour beaucoup d'entre vous, et il faudra prendre des mesures énergiques pour endiguer une hémorragie susceptible de déséquilibrer sérieusement votre budget. Vous n'aurez pas intérêt à investir dans l'immobilier en ce moment, alors même que c'est votre péché mignon, car les astres n'y semblent pas favorables.

Taureau Attention aux opérations financières imprudentes ! Après avoir longtemps hésité, tergiversé, vous pourrez vous lancer subitement dans des transactions hasardeuses. Réfléchissez encore et prenez conseil.

Gémeaux Cet aspect de Saturne vous permettra de régler des problèmes importants concernant des biens familiaux ou une délicate affaire de succession. Cependant, restez vigilant, voire méfiant.

Cancer Sur le plan financier, de bonnes occasions sont possibles et même probables, vu l'aspect favorable de Neptune. Mais pour en tirer profit, il faudra soigneusement vous renseigner, de manière à prendre la bonne décision.

Lion La Lune et Pluton favoriseront vos finances. Quelques natifs profiteront même de l'influence de ces planètes pour réorganiser leurs investissements et placements avec une exceptionnelle lucidité. Mais attention, tout de même, à ne pas prendre trop de risques. Ces deux planètes ne sont pas, par nature, très positives, et des contrecoups sont donc possibles pour ceux d'entre vous qui se montreront trop dépensiers ou imprudents.

Vierge Evitez de bâtir continuellement des châteaux en Espagne et, plus encore, de vous lancer dans des opérations spéculatives risquées. Prenez pour règle d'or qu'il ne faut jouer ou spéculer que dans la mesure de ses moyens, mais jamais selon ses besoins ou ses ambitions.

Balance C'est un fait : tout le monde a besoin de plus d'argent et beaucoup cherchent désespérément les moyens de boucler les fins de mois, quelle que soit leur fortune. Mais ce n'est pas une raison pour se lancer dans des combinaisons biscornues et irréalistes. Dans les circonstances actuelles, avec les mauvaises influences de Mercure, vous n'aurez aucune chance de vous en sortir vite et sans efforts ; vous devrez encore continuer à gagner votre pain à la sueur de votre front.

Scorpion Excellente journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement. D'autre part, n'hésitez pas à embellir votre foyer sans pour autant vider votre compte en banque.

Sagittaire Aujourd'hui, évitez de vous attaquer à des questions matérielles délicates. Et surtout, abstenez-vous d'effectuer des placements risqués, des opérations boursières audacieuses. Les influx étant peu favorables, vous pourriez avoir de bien mauvaises surprises.

Capricorne A cause des influx astraux adverses, évitez, pour le moment, les transactions ou les argumentations trop longues ; sinon, ne les supportant pas, vous risquez de commettre des erreurs de jugement et d'utiliser des moyens violents pour arriver à vos fins, ce qui n'est certainement pas une bonne solution. Organisez-vous et vous saurez alors trouver des aides appréciables pour mener à bien vos affaires.

Verseau Faites attention à Mars. Cette planète a un grand défaut : il vous rend très dépensier. Il est vrai que vous savez en général gérer prudemment votre budget. Mais méfiez-vous, vous risquez cette fois d'être tenté par une folie que vous regretteriez ensuite amèrement. A vous, donc, de fuir les vitrines alléchantes !

Poisson Un grand élan d'énergie vous animera aujourd'hui, tout reprendra forme et deviendra constructif. Mais tout cela seulement à condition de ne pas voir trop grand ou trop dispendieux. "Mange selon la hauteur de ton sac à provisions, marche selon la largeur de ton pas" (proverbe tibétain).

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

**Journal spécialisé d'informations
d'analyses et d'investigations
économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication «
CHEZ VOUS TOGO »**

**N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC**

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Kozah/ Culture

La première édition des circuits touristiques, lancée

Le ministre chargé du Tourisme, de la Culture et des Arts, Dr. Issac Tchiakpé a lancé le mardi 14 juillet à Kara, les la première édition des circuits touristiques.

Cette initiative du ministère en charge du Tourisme, s'inscrit dans le cadre des festivités des Evala en pays Kabyè. L'objectif est de faire découvrir, au-delà des luttes traditionnelles, toute la richesse culturelle et naturelle de la région de la Kara. Deux circuits ont été proposés pour cette première édition. Le premier circuit porte sur le Koutammakou, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et le site du Parc animalier de Sarakawa. Conduits par le guide national Awadé

Magnim, au Parc animalier de Sarakawa, les visiteurs ont été accueillis au lieu par les guides locaux qui leur ont présenté brièvement ce parc qui s'étend sur plus 400 hectares. Là, les visiteurs, avec l'aide d'un des guides locaux, ont sillonné le parc pour découvrir les différentes espèces animales que regorge ce parc notamment les biches, les buffles, les gnous d'Afrique du Sud, les waterbuck ou antilopes, les tortues terrestres, les crocodiles, et les autruches. Les visiteurs se sont ensuite ébranlés vers Nadoba dans la commune



Kéran 3, où ils ont visité et touché du doigt les châteaux forts et l'histoire du peuple Batamariba. Là, ils ont écouté l'histoire, de ce peuple non croyant, originaire du Burkina Faso. Le ministre Tchiakpé a souligné que l'ambition de son ministère est de faire des Evala non seulement un

grand rendez-vous culturel, mais également une véritable vitrine du potentiel touristique togolais. Selon lui, « cette initiative poursuit un triple objectif : diversifier l'offre touristique autour des Evala, prolonger la durée de séjour des visiteurs afin

de générer davantage de retombées économiques pour les communautés locales et renforcer la promotion du tourisme à travers la production de contenus photographiques et audiovisuels de qualité ». Le directeur régional de la Culture et des Arts de la Kara, Kodéma Maana a souligné que cette innovation permettra d'accroître la visibilité des potentiels touristiques de la région. Que cette innovation ait-il ajouté « se perpétue à chaque fête dans toutes les régions afin de permettre à toute personne présente de découvrir davantage

d'autres attraits touristiques et culturels du pays ». Les visiteurs ont remercié le ministère pour cette initiative qui leur a donné l'occasion de découvrir ces sites et surtout de voir de près certains animaux qu'ils ne voyaient qu'à la télévision, promettant de revenir les fois prochaines pour d'autres découvertes. Le second circuit, prévu pour le 17 juillet, conduira les visiteurs à Tcharé où ils découvriront le savoir-faire des forges traditionnelles, et au musée régionale pour apprécier les vestiges ancestraux.

Avec ATOP/TAL/SG/BA

Vo / Social

Des populations sinistrées assistées à Hahotoé

Une cérémonie de remise de dons aux familles sinistrées des récentes inondations des 29, 30 et 1^{er} juillet dernier, s'est déroulée, le mardi 14 juillet, à Hahotoé, dans la commune Vo 4.

Le don est à l'actif du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, en synergie avec la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT). Il est composé du riz, du maïs, des boîtes de tomate, des bidons d'huile, des sacs de sel, des cartons de savon. Ce geste vise à apporter un soutien en vivres et produits de première nécessité aux populations. Le ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale a transmis aux familles sinistrées la compassion du Président du Conseil. Il a également présenté ses sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes. Il a salué l'engagement de tous les acteurs mobilisés dès les premières heures du sinistre pour apporter assistance et secours aux populations touchées. Dr Edjéba a exprimé sa reconnaissance à



la SNPT pour ses actions visant une amélioration des conditions de vie des populations à travers la réalisation de différentes infrastructures économiques dans le milieu. Le gouverneur régional de la Maritime, Tairou Gbagbiégue, a prodigué des conseils à l'assistance afin que des dispositions soient prises pour éviter d'éventuels sinistres. M. Tairou a exhorté la population à canaliser les eaux, demandé aux autorités locales d'organiser les propriétaires terriens pour exploiter à bon escient les carrières de mines, échanger des expériences sur la construction des maisons

d'habitation pour être à l'abri de ce genre de phénomène naturel. L'activité s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale, Dr Edjéba Essomanam, de l'ex-Première ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, et du gouverneur de la région Maritime, Taïrou Gbagbiégue. Des conseillers régionaux et municipaux, des députés, des cadres de la préfecture de Vo, des représentants de la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT), ainsi que plusieurs personnalités ont également pris part à la rencontre.

Avec ATOPAKS/HKM

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Coupe du Monde 2026 :

Résultats & Calendrier

1/4 FINALES

jeu. 09 jui. à 22h, Boston

France 2 0 Maroc

ven. 10 jui. à 21h, Los Angeles

Espagne 2 1 Belgique

sam. 11 jui. à 23h, Miami

Norvège 1 2 Angleterre
après prolong. (1-1)

dim. 12 jui. à 03h, Kansas City

Argentine 3 1 Suisse
après prolong. (1-1)

1/2 FINALE

mar. 14 jui. à 21h, Dallas

France 0 2 Espagne

FINALE

dim. 19 jui. à 21h, New York

Espagne - Argentine

mer. 15 jui. à 21h, Atlanta

Angleterre 1 2 Argentine

3e PLACE

Sam. 18 jui. 23h à Miami

France 0 0 Angleterre



World Cola
NOTRE COLA

MIAPO BOLOU D'MA BOL

PÉTILLEZ LA PASSION FOOTBALL

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL



Bummmmm

World Cola
ÉDITION LIMITÉE

World Cola
NOTRE COLA

BB LOMÉ S.A

BB LOMÉ S.A